

Je suis venu en France en 2010 avec mes parents et mon jeune frère.

Nous avons dû quitter notre pays parce que nous étions persécutés par un homme politique et mafieux qui voulait que mon père, garagiste, lui rembourse un véhicule très cher que son fils était venu chercher au garage après une réparation.

Mon père n'en avait pas les moyens, aussi, cet homme a incendié le garage paternel, puis la maison.

Nous sommes tous partis dans une autre région, mais ce voyou nous a poursuivi et a mis le feu à notre nouveau garage que nous avions installé dans un local prêté par un ami.

Quand nous sommes arrivés en France, traumatisés par ce déracinement, nous avons demandé asile, mais ça nous a été refusé.

Pour des raisons administratives, les autorités ne pouvaient nous renvoyer dans notre pays, aussi, nous nous sommes retrouvés à la rue sans aucune aide d'aucune sorte.

Les associations de défense des droits humains nous ont aidés et ont trouvé à nous loger, mais la vie est très dure quand on n'a pas droit au travail. Le temps est long pour des hommes qui sont vaillants et s'usent à rester enfermés, ne pouvant rien faire d'autre et il est très éprouvant de devoir vivre sans un sou, complètement dépendant de bénévoles.

Lorsque je suis devenu majeur, j'ai rencontré des amis et je suis sorti avec eux. Je précise que, si la France ne pouvait renvoyer toute la famille, elle pouvait le faire pour un célibataire majeur.

Un jour que j'étais allé avec mes amis en Espagne (je sais que c'était très imprudent), nous avons été arrêtés par la Police Aux Frontières.

Mes amis, en règle, ont pu partir après vérification des papiers. Les policiers m'ont gardé au commissariat du Perthus pendant une nuit, puis m'ont emmené au Centre de Rétention Administrative de Perpignan. Ils étaient corrects, mais dire tout ce qui se passait dans ma tête est difficile ; je me demandais si je pouvais me sauver ; je me disais que les associations pourraient me défendre, mais je ne pouvais imaginer de me retrouver entre les mains de la police de mon pays, c'était pour moi, un cauchemar.

Quand je suis arrivé au Centre de Rétention, j'étais encore confiant, me disant que la France ne voudrait pas me séparer de ma famille.

Mais hélas, j'ai dû me rendre à l'évidence, nous étions enfermés, avec des barbelés et des caméras partout.

Certains policiers étaient corrects, mais d'autres se moquaient de nous et nous faisaient des réflexions désobligeantes sur nos pays respectifs et notre condition de « sans papiers ».

Le pire était, pour moi, de partager la vie de gens tous différents de moi et de ma culture et de n'avoir jamais un moment de solitude.

Certaines personnes ne prenaient pas de douche et sentaient mauvais.

On se sentait comme des animaux en cage. Par exemple, au moment des repas, on attendait en file, on recevait un plateau avec plusieurs barquettes et on mangeait sans savoir ce que c'était.

J'avais l'impression de faire partie d'un troupeau. Je n'aurais jamais imaginé que la France puisse traiter des hommes de cette façon uniquement parce qu'ils n'avaient pas de carte de séjour. Je n'avais commis aucun délit et je me retrouvais enfermé, traité comme un coupable.

Le plus grand stress a été quand j'ai comparu deux fois devant le juge qui pouvait me faire libérer. J'espérais tellement, mais par deux fois, il a déclaré : « prolongation de la rétention » ; ce sont des mots terribles pour un garçon qui sait qu'il partira dans ce pays qu'il a dû fuir et qui a acquis une éducation et des habitudes en France.

J'ai été transféré au Centre de Rétention de Toulouse, puis près de Paris.

Au bout de 44 jours d'enfermement dans trois centres différents, les policiers m'ont emmené dans une cellule de l'aéroport. Au bout d'une heure, trois autres policiers sont venus me mettre des menottes et m'entraîner dans un avion de trafic régulier où nous sommes assis au fond de l'appareil.

Mon séjour en France était terminé et je partais pour vivre une autre « galère » avec d'autres « flics », d'autres administrations qui méritent un autre récit.

Mais, j'ai beaucoup de persévérance et, dans l'avion, je me disais « je reviendrai ».

Et je suis revenu, après bien des difficultés et grâce à l'aide d'un ami de la famille... et j'ai demandé un réexamen auprès de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (AFPRA) et j'attends la réponse.

**Arman**

Septembre 2015

Cette lettre est issue des « Lettres de Rivesaltes ».  
Un projet initié par l'artiste Anne-Laure Boyer  
pour le Mémorial du camp de Rivesaltes  
dans le cadre de son inauguration.

Les lettres y ont été exposées d'octobre 2015 à juin 2016.

La diffusion et la reproduction de cette lettre  
sont soumises à l'autorisation expresse de son auteur  
et de l'artiste.

Si vous souhaitez engager  
une correspondance avec l'auteur de cette lettre,  
rendez-vous dans la rubrique  
«correspondre avec les auteurs» sur le site du projet.

[www.lettresderivesaltes.com](http://www.lettresderivesaltes.com)